

Lettre d'informations de la

Coalition française pour la

Cour pénale internationale

N° 4

La Coalition française pour la Cour pénale internationale (CFCPI) est forte de 43 associations, ordres et syndicats professionnels représentatifs de la société civile, sensibles aux divers aspects de la justice pénale internationale.

SOMMAIRE

Interview:

Maître Jean Flamme..... p.1
Maître Luc Walleyne.....p.3

Actualités :

L'Affaire Thomas Lubanga bloquée.....p.4
Soudan : Les juges de la CPI émettent des mandats d'arrêts.....p.5
Côte d'Ivoire:Le Président promulgue une loi d'amnistie p.5

A La Loupe :

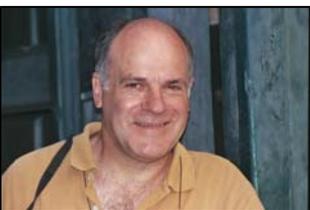
Le Sénégal se dote enfin de lois de mise en œuvre du Statut de Rome.....p.6

Événements :

Manuel de la FIDH sur les droits des victimes devant la CPI..... p.7
Activités de la CFCPI.....p.7
Agendap.8
La Campagne de ratification universelle p.8

Interviews : Premiers conseils devant la Cour pénale internationale.

Avec l'affaire Lubanga la Cour pénale internationale est en train de tenir son premier procès. Pour savoir comment ils vivent cet événement, la Coalition donne la parole aux avocats : pour la Défense, Maître Jean Flamme du barreau de Gand et de l'autre côté de la barre, Maître Luc Walleyne, du barreau de Bruxelles



Maître Jean Flamme

Avocat au Barreau de Gand, ancien conseil de la défense dans l'affaire Le Procureur c. Thomas Lubanga Dyilo, conseil de la défense au TPIR.

1) Quelles sont, selon vous, les avancées juridiques importantes réalisées en matière de droit de la Défense devant la CPI?

La principale est la création de Bureau du Conseil Public de la Défense (OPCD), même s'il reste sous-équipé aux vues du Bureau du Conseil Public des

victimes (OPCV) et du Bureau du Procureur. Ce Bureau assiste les équipes de la Défense dans leur travail de recherche et de rédaction. Il constitue également "la mémoire" de la Défense, puisqu'il aura suivi tous les procès. Un conseil de la Défense arrivant à la Cour doit partir de zéro, alors que le Bureau du Procureur n'est jamais dans cette position.

Je salue également le système du "E-Court", qui permet aux avocats de consulter les documents de preuve versés au dossier "on-line". Le but serait même de pouvoir le faire à distance.

Enfin, le Procureur, comme un Juge d'instruction, doit examiner à décharge, ce qui n'a malheureusement pas été le cas dans l'affaire Lubanga.

2) Quelles sont, selon vous, les améliorations qui pourraient être apportées aux droits de la Défense devant la CPI?

- L'égalité des armes n'existe pas.

Face aux ressources humaines énormes du Procureur et à l'avantage qu'il a en temps, la Défense est totalement sous-équipée. Elle est obligée de répondre aux requêtes et conclusions non seulement du Procureur mais également à celles des victimes. De même, l'interprétation des textes nouveaux absorbe énormément de temps. L'équipe de la Défense se voit cependant plus réduite que devant le TPIR, où il n'y a pas de victimes et moins d'écrits à déposer. La Défense a donc dû se rendre aux audiences de confirmation des charges sans avoir lu une grande partie des plus de 8.000 pages du dossier du Procureur. Les deux seules demandes de remise de délai déposées par la Défense ont été refusées, alors que quasiment toutes les demandes de remise du Procureur ont été acceptées. J'estime que la Défense a besoin d'une équipe de 10 juristes au moins. Si ce n'est le cas, la Défense est obligée de travailler dans des conditions inacceptables, pendant des week-ends et parfois de nuit.

- La Défense a besoin de locaux pour que son équipe puisse travailler confortablement. Quand notre équipe était au complet, certains travaillaient debout et sans ordinateur.

- Le dossier du Procureur a été constitué pendant deux années par 20 enquêteurs et 70 missions sur le terrain. La Défense, quant à elle, ne dispose que d'un enquêteur, qui a 90 jours pour les phases préliminaires et le procès cumulés. La Défense doit donc disposer de ressources d'enquête bien plus importantes.

▪ Le dossier du Procureur est en majeure partie constitué de rapports d'ONG. Certaines sont financièrement dépendantes d'acteurs politiques ayant des intérêts mercantiles sur le terrain et ne sont donc pas objectives. Allons-nous assister au désastre que serait la "Justice des ONG", qui ne sont liées par aucune règle ? Je plaiderais donc pour le système du Juge d'instruction puisque l'examen à décharge par le Procureur est une chimère ; pour des enquêtes menées par des professionnels et non par des ONG (et même des journalistes).

▪ La Défense n'a eu qu'une seule mission, moins de 3 semaines avant le début des audiences. A Kinshasa il n'y avait plus de bureau de la Cour, pas d'ordinateur et pas de local neutre et discret pour recevoir les témoins. A Bunia, la Défense devait utiliser les ordinateurs du Procureur ainsi que ses locaux pour recevoir les témoins (ce qu'elle a refusé). De plus, il n'existe pas d'accord de coopération entre la Cour et la Monuc pour la Défense. La Monuc pourra donc toujours refuser son assistance à la Défense, alors que cet accord existe avec le Bureau de Procureur et l'OPCV. Il faut donc absolument que la Cour mette en place :

- des mesures de sécurité adéquates afin de protéger les témoins de la Défense
- des ordinateurs et locaux réservés à la Défense
- des moyens de locomotion avec chauffeur à plein temps pour la Défense, comme c'est le cas au TPIR
- des bureaux et logements dignes de ce nom
- un accord avec la MONUC pour la Défense

▪ Le Greffe a, à plusieurs reprises, été amené à sortir de son rôle de neutralité. Le plus marquant fut que la Chambre demanda au Greffe de prendre position sur une question de langue très importante concernant un élément de preuve du Procureur alors que la Défense demandait de nommer un expert. Le Greffe a également été sollicité pour prendre position sur les moyens mis à la disposition de la Défense alors qu'il faudrait qu'un organisme indépendant du Greffe décide des allocations d'aide judiciaire.

▪ Tant dans le local réservé aux rencontres client-avocat à la Cour qu'à la prison, sont installées des caméras. Elles doivent disparaître, même si on nous assure qu'elles seraient débranchées.

▪ L'absence d'un Barreau reconnu par la Cour constitue une menace continue pour les droits de la Défense. La procédure disciplinaire prévue ne peut qu'apporter une solution a posteriori aux incidents d'audience alors qu'un Bâtonnier pourrait trancher à l'audience même.

▪ Les droits de la Défense ont été violés. En effet, la grande partie des décisions ont été rendues en anglais, une langue que Mr Lubanga ne connaît pas. Il faudrait veiller à ce que les décisions soient rendues

dans la langue de l'inculpé ou alors prévoir une traduction immédiate.

▪ Les délais d'appel sont excessivement brefs (souvent quelques jours seulement). Il faut les prolonger substantivement. De plus, il me semble aberrant que, pour la plupart des décisions, il faille demander l'autorisation à la chambre qui l'a rendue pour faire appel.

▪ Le Procureur a systématiquement fait usage de la procédure "ex parte". Il a donc discuté son matériel de preuve seul avec le Juge, tout en sollicitant de fortes mesures d'expurgation. Ainsi lors des audiences seul le Juge et le Procureur connaissaient la totalité de ces pièces. Les mesures de protection doivent servir à protéger les témoins du public et non de la Défense. Comment vérifier les dires et la crédibilité de témoins dont on ne connaît pas l'identité, l'ethnie, la profession dans des déclarations où l'on ne retrouve même pas les lieux et dates où les faits allégués se sont déroulés ? Au TPIR le Procureur met à la disposition de la Défense un texte non expurgé. Le même raisonnement vaut pour la participation anonyme des victimes. Une fois qu'elles décident de devenir parties elles doivent abandonner l'anonymat.

▪ La décision de laisser participer les victimes à la phase préliminaire est fortement critiquable. Il s'agit de savoir si oui ou non il existe des charges suffisantes envers le suspect, le problème du dommage n'est pas en débat. La participation des victimes à ce stade complique fortement la tâche de la Défense.

3) Que pensez-vous des décisions de La Chambre préliminaire 1 et de la Chambre d'appel qui nomment deux conseils de permanence pour représenter Thomas Lubanga ?

Je m'étonne que soient nommés deux conseils de permanence chacun devant faire une seule intervention. Monsieur Lubanga, qui est depuis bien trop longtemps incarcéré d'abord en RDC et puis à La Haye (au total 55 mois), doit disposer le plus rapidement possible d'un conseil et d'un co-conseil en plus d'une équipe d'assistants expérimentés, si l'on veut qu'il soit jugé sans retard excessif.



Maître Luc Walley

Avocat au Barreau de Bruxelles, premier représentant de victimes dans l'affaire Le Procureur c. Thomas Lubanga Dyilo, ancien Président d'Avocats Sans Frontières Belgique.

1) Vous êtes, avec Maître Mulenda, les premiers représentants de victimes dans l'affaire Le Procureur c. Thomas Lubanga Dyilo. Quelles sont, selon vous, les avancées juridiques importantes réalisées en matière de droit des victimes devant la CPI?

Le Statut de Rome et les Règles de procédure et de preuves n'ont fourni qu'un squelette pour la participation des victimes aux procédures devant la Cour. Rien n'était prévu pour la phase d'enquête, et les modalités pour l'intervention des victimes devant la chambre préliminaire étaient à déterminer par la Cour. Les représentants des victimes ont donc dû se battre pour acquérir leur place. Nous nous sommes heurtés, non seulement à une forte opposition de la part de la Défense, ce qui est somme toute logique, mais également dans le chef du Procureur.

A la demande d'un premier groupe de victimes, organisé par la FIDH, la Chambre préliminaire I avait déjà prononcé, le 17 janvier 2006, une décision de principe confirmant le droit des victimes d'intervenir dans la « situation » dès le stade de l'enquête, même si elles ne peuvent pas encore être considérées comme victimes dans une affaire précise.

Nos clients, des anciens enfants soldats et leurs parents, ont été autorisés le 24 juillet 2006 à participer tant dans la « situation en R.D.C. » que dans l'affaire contre Thomas Lubanga. Pour des raisons de sécurité, ils ont obtenu le droit de participer à la procédure tout en gardant leur anonymat, non seulement vis-à-vis du public, mais aussi de la Défense. D'emblée, la Chambre préliminaire nous a invités à formuler des observations écrites sur une demande de mise en liberté introduite par la Défense, formulée comme exception d'incompétence. Plus tard, nous serons aussi autorisés à formuler des observations sur une demande de mise en liberté provisoire «classique », alors que les victimes n'ont pas toujours ce droit dans certains pays de tradition romano-germanique.

Tant la Défense que le Procureur ont essayé en vain d'obtenir la réformation en appel de la décision autorisant la participation des victimes. Ils ont aussi

contesté nos propositions relatives aux modalités de notre participation à l'audience de confirmation des charges. Alors que la Défense voyait les victimes comme une deuxième partie « accusatrice », le Procureur se méfiait manifestement de victimes qui, de par leur participation dans la procédure, seraient en mesure de critiquer sa politique de poursuites, de troubler sa stratégie ou de compliquer les débats.

Finalement, la Chambre préliminaire I a élaboré une solution de compromis. Les victimes ont obtenu le droit de participer à l'audience de confirmation des charges et à certaines conférences de mise en état, de faire des déclarations en guise d'ouverture et de clôture de l'audience, et de présenter des observations écrites par rapport à la demande du Procureur. Cependant, l'anonymat des victimes était invoqué pour interdire à leurs représentants la participation au huit clos, et pour limiter la communication des pièces du dossier à celles qui ont un caractère public. Cette dernière décision a été quelque peu nuancé pendant les débats, et les parties ont été invitées à dresser une liste de tous les documents produits par elles qui n'ont pas de caractère confidentiel, après quoi les représentants des victimes ont eu accès à ces documents par le biais du système électronique de la Cour.

Enfin, la chambre d'appel a admis également la participation des victimes au stade de tout appel, pour autant que les victimes justifient un intérêt.

Finalement, j'ose croire que la participation de quatre victimes à l'audience de confirmation des charges était plus que symbolique. Dans ce premier procès devant la CPI, nous avons pu compléter la position du Procureur avec les vues et préoccupations des victimes, et imprimer d'autres accents. Pour nos clients, mais probablement aussi pour l'ensemble des victimes en Ituri, ceci n'était pas anodin, et soulignait l'orientation « pro victimes » de cette nouvelle juridiction internationale.

2) Quelles sont, selon vous, les améliorations qui pourraient être apportées au statut des victimes devant la CPI?

Les rédacteurs du Statut ont décidé que les victimes ne sont pas des « parties civiles » qui peuvent formuler des accusations et produire des preuves, voire provoquer des poursuites. Ce choix doit être respecté. Pourtant, le système actuel est extrêmement lourd: les victimes doivent compléter un formulaire assez bureaucratique et justifier *prima facie* d'un préjudice en lien direct avec les charges contre la personne poursuivie avant d'obtenir le droit d'intervenir dans la procédure. Elles doivent ensuite prouver un intérêt personnel à chaque stade, également à la procédure d'appel, et leurs représentants

ne peuvent que très exceptionnellement interroger des témoins, au moins devant la chambre préliminaire.

Le plus négatif me semble cependant la décision d'exclure les victimes des audiences à huis clos, et de leur refuser l'accès aux documents confidentiels produits par les parties devant la Cour.

Enfin, le système d'aide juridique pour les victimes est encore mal réglé. Notre intervention avant l'audience de confirmation des charges n'a été possible que grâce à un engagement *pro bono* et au soutien de l'ONG « Avocats sans Frontières ». La Chambre a accordé l'aide légale pour une autre victime, mais uniquement pour l'audience proprement dite, et pour un seul conseil, alors que la technicité de la procédure, la nécessité d'assurer un suivi avec les victimes et les difficultés de communication entre la R.D.C. et La Haye exigent en fait l'assistance d'une équipe d'au moins deux conseils.

3) Comment envisagez vous le rôle et la place des victimes par rapport au Procureur, lors de la prochaine phase du procès?

De toute évidence, le Procureur et les victimes ont des intérêts communs : découvrir la vérité, poursuivre les auteurs des crimes commis. Parfois il y aura aussi des désaccords.

Je suis partisan de bonnes relations, voire d'une réelle collaboration entre parquet et représentant des victimes. J'ai aussi l'impression que la méfiance initiale vis-à-vis des victimes s'estompe. Bien sûr une telle collaboration doit être réciproque. Le parquet ne peut pas s'attendre à ce que les victimes partagent avec lui les informations dont elles disposent, communiquent des preuves et s'exposent parfois à des représailles en fournissant des témoignages, sans qu'il y ait aussi quelque chose en échange. Le parquet devrait davantage soutenir les victimes qui participent à la procédure, mais aussi écouter les victimes avant de faire certains choix (qui poursuivre, pour quelles charges... ?).

La création de la Cour Pénale Internationale a créé un énorme espoir chez les victimes. Si celles-ci ne s'y retrouvent pas, si elles perdent confiance, l'image de la Cour dans le monde se retrouvera fortement altérée.

Actualités :

Ouverture d'une enquête en RCA !

Mardi 22 mai, M. Luis Moreno-Ocampo, Procureur de la CPI, a annoncé sa décision d'ouvrir une enquête en République centrafricaine. L'Etat centrafricain avait saisi le Procureur en décembre 2004 pour enquêter sur les crimes graves perpétrés en RCA depuis 2002.

L'affaire Thomas Lubanga bloquée !



Avec la première affaire devant la CPI, de graves difficultés dans le cadre de l'exercice des avocats sont apparues. Aujourd'hui, la CPI est face à un véritable blocage. Le premier accusé est depuis le mois de février 2007 sans avocat. En effet, l'avocat belge Jean Flamme a démissionné, estimant que les moyens qui lui étaient octroyés étaient insuffisants. L'avocat qui souhaite désigner l'accusé pour le remplacer refuse de prêter serment tant qu'il n'a pas l'assurance qu'il disposera de moyens supplémentaires pour pouvoir remplir correctement sa mission de défense.

Début mai, Thomas Lubanga a déposé une requête auprès du Greffe demandant des ressources supplémentaires au titre de l'aide juridictionnelle. Au même moment, pour éviter le blocage total des procédures, la Chambre d'appel et la Chambre préliminaire 1 ont décidé de nommer des conseils de permanences, chargés de répondre à deux questions spécifiques mais non moins importantes dans de très courts délais.

Si le Greffe refuse d'accorder des ressources additionnelles à la Défense il y a de fortes chances pour que l'accusé saisisse la Cour. Cette dernière devra prendre position sur des questions fondamentales pour l'affaire mais également pour l'administration de la justice pénale internationale en général. Elle devra répondre au souci d'une justice équitable et garantir le principe de l'égalité des armes.

Pour le moment l'ouverture de la phase du premier procès devant la CPI semble compromise, du moins retardée...

Soudan : Les juges de la CPI émettent des mandats d'arrêt

Krystel Lepresle, juriste, membre de la Commission juridique d'Amnesty International.



Le 2 mai 2007, les juges de la Cour pénale internationale (CPI) ont suivi les recommandations formulées en février par le Procureur de la CPI, Luis Moreno Ocampo. La Chambre préliminaire I a en effet, délivré des mandats d'arrêt à l'encontre d'Ahmad Muhammad Harun, ex-Ministre d'État chargé de l'intérieur au sein du Gouvernement soudanais et actuellement Ministre d'État chargé des affaires humanitaires, et à Ali Muhammad Al Abd-Al-Rahman dit « Ali Kushayb », un dirigeant de miliciens Janjawid. Les deux hauts responsables sont suspectés de crimes contre l'humanité et crimes de guerre commis au Darfour entre 2003 et 2004. Ils sont poursuivis pour 51 chefs d'inculpation dont persécution, meurtres, attaques contre la population civile, transferts forcés, viols, pillages, destruction de biens, actes inhumains, emprisonnement et torture.

La CPI ne disposant pas de force de police, les magistrats ont demandé aux Etats de coopérer pour permettre l'arrestation des deux hommes. Bien que le gouvernement soudanais ait l'obligation légale d'arrêter Ahmed Harun et Ali Kushayb, Khartoum a fait savoir par la voix de son ministre de la Justice, Mohamed Ali Al-Mardi, qu'il ne remettrait pas les suspects à la CPI, « même issus de groupes rebelles ayant pris les armes contre le gouvernement ».

La possibilité que les deux hommes soient rapidement transférés à La Haye est infime. Incarcéré au Soudan depuis novembre 2006, Ali Kushayb qui devait être jugé pour «*enlèvement et séquestration de civils, incendies de villages et massacres de population*», a vu son procès ajourné. Ahmad Muhammad Harun a, quant à lui, été maintenu dans ses fonctions gouvernementales par le Président Omar al-Béchir.

Les mandats d'arrêt ont accentué la pression sur Khartoum. D'autant que d'autres inculpations pourraient suivre.

Côte d'Ivoire : le Président promulgue une loi d'amnistie

Sophie Menegon, juriste, membre de la Commission juridique d'Amnesty International



Le Président ivoirien Laurent Gbagbo a promulgué, le 13 avril dernier, par ordonnance une loi d'amnistie couvrant la plupart des crimes commis par les ivoiriens au cours de la crise politique et militaire qu'a connu le pays depuis septembre 2000. Sont amnistiés « *les infractions contre la sûreté de l'Etat et la Défense nationale* » ainsi que les « *faits [...] relatifs aux opérations de défense des Institutions républicaines menées par les Forces de Défense et de Sécurité.* »

Le pays était coupé en deux depuis la tentative de coup d'État de septembre 2002, le sud étant contrôlé par le gouvernement et le nord par une coalition de groupes d'opposition armés appelée les *Forces Nouvelles*.

Cette mesure d'amnistie vise à accélérer le processus de réconciliation nationale. Elle était prévue par l'accord de paix inter-ivoirien signé le 4 mars 2007 à Ouagadougou par le président Gbagbo et l'ancien chef de la rébellion Guillaume Soro, aujourd'hui premier ministre.

Néanmoins, contrairement à ce qui était convenu lors de l'accord de Ouagadougou, la nouvelle loi d'amnistie n'exclut pas expressément les crimes de guerre et crimes contre l'humanité. Ne sont exclues que les « *infractions économiques* » et les « *infractions qualifiées par le code pénal ivoirien de crimes et délits contre les personnes* ». Ainsi, elle ouvre la voie à l'impunité des auteurs de violations graves des droits humains commises lors du conflit, telles que les massacres d'opposants au camp présidentiel, de forces loyalistes par les rebelles ou de rebelles entre eux.

Cette amnistie apparaît en contradiction avec les précédents actes de la Côte d'Ivoire. Celle-ci a signé, mais non ratifié, le Statut de Rome portant création de la CPI ; la signature d'un traité, si elle n'engage pas un Etat, crée néanmoins l'obligation pour l'Etat de ne pas priver le traité de son objet ou son but avant son entrée en vigueur. Dès 2003, le gouvernement ivoirien avait saisi la CPI afin qu'elle détermine si les crimes commis en Côte d'Ivoire depuis septembre 2002 relevaient de la compétence de la Cour.

Il convient de mentionner également que la Côte d'Ivoire a signé, mais non ratifié, un accord bilatéral d'immunité (ABI) avec les Etats-Unis.

**Coalition ivoirienne pour la Cour pénale internationale :
Ali Ouattara, Coordinateur de la Coalition ivoirienne pour
la CPI, coalivoicpi@yahoo.fr**

A La loupe...

Le Sénégal se dote enfin de lois de mise en œuvre du Statut de Rome



Francis Dako, de la Coalition pour la Cour pénale Internationale. Coordinateur pour l'Afrique francophone.

Le 31 décembre 2007, l'Assemblée nationale sénégalaise a adopté deux lois modifiantes le Code pénal et le code de procédure pénale, ayant toutes deux vocation à interniser dans le droit positif sénégalais, le Statut de Rome de la CPI que le Sénégal a ratifié le 2 février 1999. Il aura donc fallu 8 longues années au Sénégal pour se conformer à son engagement international d'adapter sa législation au Statut de la Cour.

Il faut saluer cette étape décisive qui classe le Sénégal parmi les Etats parties ayant adopté des lois de mise en œuvre traitant de la complémentarité et de la coopération. Il en faut davantage dans une Afrique qui compte vingt neuf ratifications contre seulement une loi de mise en œuvre, celle de l'Afrique du Sud, alors que l'essentiel du travail de la Cour se fait en Afrique. La Coalition pour la CPI exhorte les Etats africains à adopter des lois de mise en œuvre dans leur législation nationale pour permettre aux tribunaux nationaux d'aborder avec efficacité les violations graves des droits humains mais aussi pour optimiser la pertinence de la Cour en Afrique qui compte désormais quatre enquêtes et plusieurs autres situations sous analyse.

Mais il faut remarquer d'entrée que si le législateur sénégalais s'est montré très volontariste dans les exposés des motifs, les deux textes se révèlent peu généreux, qu'il s'agisse de la complémentarité, des poursuites ou de la coopération.

Relativement à la complémentarité, il est essentiel que le génocide, les crimes contre l'humanité et les crimes de guerre ainsi que d'autres crimes de droit international soient incorporés en droit national de manière à permettre à l'Etat Sénégalais de remplir ses obligations fondamentales d'enquêter et de poursuivre ces crimes. Le législateur, n'a pas procédé à la transposition littérale des infractions définies par le statut de Rome. Or, il serait judicieux de reprendre la définition des articles 7 et 8 du Statut pour éviter toute

confusion, source d'une contrariété de jurisprudence selon que le Juge sénégalais ou le Juge de la CPI statue.

Concernant les poursuites, il faut saluer d'emblée une disposition majeure, celle instituant la compétence extraterritoriale des juridictions sénégalaises pour réprimer les crimes internationaux indépendamment du lieu où l'infraction a été commise et de la nationalité de son auteur pour peu que celui-ci ou la victime réside au Sénégal. Cette disposition est salubre dans la mesure où elle donne au Sénégal, terre d'accueil, les moyens juridiques pour poursuivre et juger les auteurs de crimes graves pensant trouver refuge sur son territoire, mais aussi la possibilité d'accepter des dossiers résiduels du TPIR pour peu qu'il y ait la volonté politique.

Mais il est aussi regrettable que la loi de mise en œuvre soit restée silencieuse sur les questions d'amnistie, de grâce et autres mesures similaires, comme la loi n'a pas non plus traité des questions d'immunité qui s'attachent à la qualité officielle d'une personne en vertu du droit interne sénégalais ou du droit international, autant de mesures qui sont regardées par le statut de Rome comme participant de la culture de l'impunité. Autre préoccupation cruciale liée aux poursuites, la coopération aux fins de répression des atteintes à l'administration de la justice n'est prévue dans aucune des 2 lois. Il importe de reproduire l'article 70 du Statut de Rome en indiquant clairement l'échelle des peines et la juridiction compétente pour connaître de ces atteintes.

Tout aussi regrettable est l'absence de disposition autorisant la Cour à siéger ou à exercer ses fonctions et ses pouvoirs sur le territoire sénégalais conformément aux articles 3 et 4 du Statut. Une telle disposition aurait été importante dans la mesure où, à tort ou à raison, la Cour continue d'être vue par bon nombre d'africains comme une institution occidentale, lointaine des préoccupations africaines. Prévoir dans les lois de mise en œuvre la possibilité d'une justice qui se fait le plus près possible des lieux où les crimes ont été commis aura un impact certain sur la pertinence de la Cour.

Enfin, la loi modifiant le Code de procédure pénale reconnaît à la Cour, aux Juges, Procureurs, Procureurs adjoints et Greffiers des privilèges et immunités à l'exclusion des autres auxiliaires tels que les Conseils, Experts, Témoins et autres personnes ressources. Une telle disposition doit être amendée et reconnaître les privilèges et immunités à tous les auxiliaires de la Cour, conformément aux dispositions pertinentes de l'Accord sur les Privilèges et Immunités de la cour que le Sénégal a signé le 19 Septembre 2002.

S'agissant de la coopération, la loi prévoit les principaux mécanismes de coopération : l'entraide, l'arrestation et la remise. Au cœur du mécanisme il y a un organe

politique : le Ministère de la justice et une autorité judiciaire chargée de l'exécution des demandes composée du Procureur Général près la Cour d'Appel de Dakar et de la chambre d'accusation de ladite Cour. Mais des difficultés liées à l'arrestation et la remise d'une personne demeurent. Les dispositions de la loi sur ces points sont problématiques dans la mesure où elles ne créent pas de procédure de remise.

En tout état de cause, un pas décisif vient d'être franchi au Sénégal avec la promulgation de ces lois de mise en œuvre par le Président de la République et leur publication dans le Journal Officiel. Il faut poursuivre le travail de lobbying et de plaider pour des mesures d'adaptation pertinentes permettant aux juridictions sénégalaises d'exercer leur compétence primaire en pleine coopération avec la Cour pénale internationale.

Événement !



Manuel de la FIDH sur les droits des victimes devant la CPI

A l'occasion de son 36^{ème} Congrès, la FIDH a publié son "Manuel à l'attention des victimes, de leurs représentants légaux et des ONG sur les droits des victimes devant la

Cour pénale internationale".

Ce manuel devrait aider les victimes, leurs représentants légaux et les ONG à utiliser la Cour pénale internationale, pour que les victimes puissent enfin obtenir justice, vérité et réparation.

En soutenant les demandes de participation de victimes aux procédures devant la CPI, la FIDH vise à contribuer à la reconnaissance effective de leurs droits. La FIDH soutient en particulier certaines victimes de République démocratique du Congo (RDC) et a ainsi contribué à la clarification du régime de participation des victimes devant la CPI, tel que détaillé dans la décision de la Chambre préliminaire I du 17 janvier 2006.

Le manuel de la FIDH est disponible en anglais sur le site de la FIDH :

http://www.fidh.org/article.php3?id_article=4208 et le sera très prochainement en français et espagnol.

*Pour tous renseignements supplémentaires contacter
Delphine Carlens : Chargée de programme Bureau Justice
Internationale de la FIDH : dcarlens@fidh.org*

Activités de la CFCPI :

Lettres au nouveau gouvernement :

Le 15 mai 2007 le projet de loi préparé par le précédent gouvernement, portant adaptation du droit pénal à l'institution de la Cour pénale internationale (CPI) a été retiré à l'Assemblée nationale pour être transféré au Sénat.

La CFCPI, a alors fait part, par courrier, au Premier ministre ainsi qu'aux ministres des Affaires étrangères et européennes, de la Justice et de la Défense de ses inquiétudes sur le projet de loi actuel et leur a demandé un entretien afin de leur exposer le point de vue de la CFCPI. Il a également demandé un entretien à la commission des lois du Sénat.

Pour plus de renseignements :

<http://www.coalitionfrancaisecpi.org/spip.php?article145>

Site Internet de la CFCPI

Après plusieurs mois de travail, nous avons le plaisir de vous présenter le nouveau site Internet de la CFCPI : <http://www.coalitionfrancaisecpi.org/>

Le site permet entre autre, de s'abonner à la lettre d'information, d'être informé des derniers développements relatifs au projet de loi d'adaptation du Statut de Rome, mais aussi d'avoir accès à l'actualité de la CPI. Afin de faire vivre le site et de relayer les informations de nos membres, vous êtes invités à communiquer à la coordination de la CFCPI, les événements que vous organisez ou les rapports que vous publiez en lien avec la justice pénale internationale.

Diffusion de la lettre d'information de la CFCPI

La CFCPI souhaiterait élargir la diffusion de sa lettre d'information. Elle invite ses organisations membres à mettre sur leur site la lettre d'information de la CFCPI.

A ce titre, la CFCPI souhaite remercier la FNUJA, Amnesty et la FIDH pour l'avoir mis en ligne sur leur site.

Lettres aux candidats à la Présidence de la République

François Bayrou, Ségolène Royal, Dominique Voynet et Marie-George Buffet s'étaient engagés à faire voter, s'ils étaient élus, une loi adaptant le droit pénal français au Statut de la CPI et à retirer la déclaration faite par la France au titre de l'article 124 du Statut de Rome.

La CFCPI leur a adressé ses remerciements. Il leur a également fait part de l'espoir qu'il avait de voir leurs positions soutenues par les élus de leurs partis respectifs.

Agenda

Prochaine Assemblée Générale ordinaire de la CFCPI

La CFCPI tiendra sa prochaine Assemblée Générale ordinaire, le **mardi 3 juillet à 9h30 à la Maison du Barreau**. Toutes les organisations membres de la CFCPI y sont conviées.

Défendre devant les juridictions pénales internationales

Colloque le 27 juin à la Maison du Barreau de Paris de 9h à 13 H. Des avocats ayant l'expérience des juridictions pénales internationales interviendront sur la pratique de la procédure accusatoire : enquête, préparation des témoins... Colloque gratuit et validé pour la Formation Continue Obligatoire.

Inscriptions : Me Vincent Courcelle-Labrousse SCP Urbino-Soulier, Charlemagne et Associés 5, rue Eginhard 75004 Paris scp@charlemagne-associes.com

Chambres extraordinaires pour le Cambodge

Le Collectif pour les victimes des khmers rouges, AI Section française, le Barreau de Paris et la FIDH organisent une conférence sur les chambres extraordinaires cambodgiennes, le 20 juin. Pour tous renseignements contacter : jean.reynaud@yahoo.fr

Campagne de ratification universelle

La Coalition pour la CPI dispose d'une Campagne de Ratification Universelle (CRU) qui se concentre sur un pays par mois, en exhortant les gouvernements à ratifier le Statut de Rome ainsi que l'Accord sur les privilèges et les immunités de la Cour.

Le pays visé ce mois-ci est l'Indonésie :



Agissez ! : <http://www.iccnw.org/?mod=urc0507>

La CFCPI a décidé de participer elle-même à la campagne en écrivant au Ministre des Affaires étrangères de la République d'Indonésie.

Contacts :

Elise TILLET DAGOUSSET

Coalition française pour la Cour pénale internationale
C/o Relex, Amnesty International France
75940 Paris

Tel : 01.53.38.65.45 Fax : 01.53.38.55.00

cfcpi@amnesty.fr